

Envoyez votre enfant au Panama !

Pour les parents, l'accueil de la petite enfance, c'est crucial. S'il y avait suffisamment de possibilités d'accueil, ils pourraient se consacrer à leur travail ou à leur formation le cœur léger. Malheureusement, nous sommes loin du compte. Nous savons tous qu'il n'y a pas assez de places dans les crèches pour les enfants qui en auraient besoin. C'est pratiquement depuis le début de la grossesse que les parents doivent réserver une place. De plus, fréquenter une crèche, facteur de socialisation, est important pour le parcours scolaire ultérieur. Comme le répètent à l'envi nos décideurs, l'avenir se joue dans la petite enfance.

Bien que consciente d'un déficit de 20000 places d'accueil, la ministre annonce fièrement que nous respecterons les objectifs de Barcelone. Plaît-il ?

Ces objectifs fixent à au moins 33% l'accueil des enfants de moins de trois ans. Or, nous assurons l'accueil de la moitié, se réjouit le gouvernement. C'est chouette pour ceux qui en font partie, mais moche pour les autres. Réduire les dépenses pour l'accueil de la petite enfance n'est plus tabou. La facture est refilée aux parents. Seuls les nantis pourront encore s'offrir une place de crèche, les autres n'auront qu'à tirer leur plan et par exemple faire appel aux grands-parents pensionnés. Mais quand la retraite ne sonnera qu'à 67 ans, bonjour les dégâts pour les jeunes familles !

Il faut davantage de places, à un tarif accessible. De plus, comme l'a démontré un lauréat du prix Nobel, chaque euro investi à ce stade est largement regagné par la suite, en évitant par exemple le décrochage scolaire, des problèmes psychologiques, la délinquance juvénile, etc. Nous devons oser faire des choix de société. C'est évident qu'un accueil de qualité a un prix. Allons-nous faire des économies sur le dos des tout-petits ou allons-nous aller chercher l'argent là où il est ?

CE QU'IL FAUT FAIRE : cinq minutes de courage politique : levée du secret bancaire et mise en place d'un cadastre des fortunes.

Le gouvernement Michel I veut lancer la lutte contre la fraude fiscale. En 2017 et 2018, cela devrait rapporter quelque 175 millions d'euros. Mais s'il n'y a pas de levée du secret bancaire ni de cadastre des fortunes, c'est une tâche impossible. D'ailleurs le chiffre de 175 millions est ridicule en regard du poids de l'économie au noir. Grâce à un module d'estimation mis au point par le professeur Schneider (Linz, Autriche), l'un des plus grands spécialistes dans le domaine de l'économie souterraine, on peut considérer, à la grosse louche, que le secteur concernait environ 61 milliards d'euros en Belgique en 2014, soit une perte de 26 à 30 milliards pour le trésor public.

Ou bien on continue à parler des objectifs de Barcelone ?